

TABLE DE CONCERTATION DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CUBA ENSEMBLE UN MONDE MEILLEUR EST POSSIBLE

Le 21 octobre 2019

Honorable Chrystia Freeland
Ministre des Affaires étrangères du Canada
Chambre des communes
Ottawa On K1A 0A6

Objet : Vote du Canada sur la résolution de l'ONU pour lever le blocus contre Cuba

Madame la Ministre,

Les 6 et 7 novembre, Cuba présentera à l'Assemblée générale des Nations unies la résolution intitulée « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

Les membres et organisations de la Table de Concertation de Solidarité Québec-Cuba¹ s'attendent à ce que, pour la 28e année consécutive, l'Assemblée générale adopte la résolution en faveur de laquelle elle s'est une fois encore clairement prononcée l'an dernier (avec 189 voix pour et deux voix contre, celles des États-Unis et d'Israël), et ils espèrent que le gouvernement du Canada se joindra de nouveau à la communauté internationale et renouvellera son appui. Ils lui font par ailleurs confiance pour s'opposer à tout projet d'amendement ou à toute motion visant à altérer la résolution, ou à toute tentative qui pourrait nuire à sa présentation.

Rappelons que le blocus a été imposé en 1960 avec l'objectif de créer « [...] la désillusion et le découragement basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques [...] et le refus d'accorder à Cuba de l'argent et des fournitures dans le but de faire diminuer les salaires réels et monétaires et de provoquer la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement [...] ». En 2017, la nouvelle administration étatsunienne a même renforcé le blocus quand le président Donald Trump a signé le « Mémoire présidentiel de sécurité nationale sur le renforcement de la politique des États-Unis envers Cuba ». Ce paragraphe illustre bien pourquoi nous nous opposons vivement au blocus : il nuit directement à la population cubaine, en limitant le développement économique et donc le bien-être et l'épanouissement de la nation et du peuple.

Depuis 2019, le blocus a même été considérablement renforcé avec comme conséquence des effets négatifs pour le peuple cubain et son économie, en particulier en ce qui a trait aux mesures d'extraterritorialité. Depuis novembre 2018, le département d'État a augmenté trois fois la liste des « entités cubaines interdites », jusqu'à 223 présentement, ce qui empêche non seulement que Cuba fasse affaire aux États-Unis, mais qui dissuade les autres pays, leurs entreprises et les banques d'interagir avec Cuba par peur des représailles et restrictions de faire affaire avec les États-Unis. Le Titre III de la loi Helms-Burton a été activé en avril 2019 ce qui permet des poursuites contre les compagnies qui font affaire de près ou de loin avec des propriétés nationalisées dans les années soixante. Des limites plus sévères sur les voyages et les envois de fonds aux familles ont été augmentées. Les États-Unis ont même imposé des amendes envers les compagnies qui fournissent le carburant à Cuba, de telle sorte que Cuba doit alterner les heures de service électrique pour assurer les activités essentielles comme celles des hôpitaux !

Toutes ces mesures visent à étrangler l'économie cubaine et à nuire au peuple. Entre avril 2018 et mars

TABLE DE CONCERTATION DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CUBA
ENSEMBLE UN MONDE MEILLEUR EST POSSIBLE

2019, le blocus a occasionné des pertes estimées à 4 343,6 millions de dollars et, depuis les six décennies de son implantation, 138 843,4 millions de dollars en valeur courante.

Le Canada et le Mexique sont les deux seuls pays de l'hémisphère à ne pas avoir rompu leurs relations avec Cuba après la révolution de 1959. Notons aussi que le Québec a ouvert le Bureau du Québec à La Havane et que la ministre des Relations internationales et de la Francophonie d'alors, Christine St-Pierre, y est allée à la fin octobre 2017. À cette occasion, elle a déclaré : « L'ouverture du Bureau du Québec à La Havane démontre la proactivité du gouvernement du Québec pour s'investir et faire rayonner le Québec à l'étranger, et marque une étape de plus dans le développement de liens durables entre nos deux territoires. Nous sommes désireux de solidifier encore davantage nos relations avec Cuba, et je suis fier d'accompagner des entreprises et organisations québécoises dans leurs démarches pour promouvoir l'expertise du Québec auprès de nos partenaires cubains. » D'après ce qui précède, le blocus étatsunien contre Cuba va à l'encontre de nos valeurs basées sur le respect mutuel entre nos nations.

Les mesures extraterritoriales ont pour effet de décourager les entreprises et institutions canadiennes et québécoises à cause des sanctions qui pourraient leur être imposées.

Les membres de la Table de Concertation de Solidarité Québec-Cuba vous demande expressément d'encourager l'administration étatsunienne à s'engager dans le respect total de la souveraineté de Cuba en faisant pression auprès du gouvernement des États-Unis pour que ce blocus inhumain prenne fin. Ils espèrent aussi que le gouvernement du Canada s'opposera officiellement aux prescriptions d'extraterritorialité et à leurs conséquences.

Les politiques agressives visant l'appauvrissement de l'Île, le renforcement du blocus et ses effets nuisibles envers le Canada et le Québec et les mesures voulant imposer un changement de gouvernement à Cuba ou diffamant son gouvernement actuel vont à l'encontre de la démocratie et du respect des nations que défend la communauté internationale. Par conséquent, les membres de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba demandent au gouvernement du Canada de s'opposer à ces intentions de violer la souveraineté de Cuba en votant oui à la résolution.

Dans l'espoir de vous voir prendre notre demande en considération, nous vous prions de croire, madame la Ministre, en l'expression de notre plus haute considération.

Pour les membres de la Table de Concertation de Solidarité Québec-Cuba :



Colette Lavergne, porte-parole

Cc. L'hon. Erin O'Toole, porte-parole, Affaires étrangères, Parti conservateur du Canada
Guy Caron, porte-parole, Affaires étrangères, NPD Canada
Gabriel Ste-Marie, Section canadienne de ParlAmericas (CPAM)
Pierrette Ringuette, Groupe interparlementaire Canada-Cuba
Nadine Girault, ministre des Relations internationales et de la Francophonie, gouvernement du Québec
Paule Robitaille, Relations internationales et Francophonie, Parti libéral du Québec
Joël Arseneau, Relations internationales et Francophonie, Parti québécois
Catherine Dorion, Affaires internationales, Québec-solidaire

TABLE DE CONCERTATION DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CUBA

ENSEMBLE UN MONDE MEILLEUR EST POSSIBLE

Fondée en 2002 avec comme un de ses principaux objectifs de renforcer et étendre les liens d'amitié entre les peuples de Cuba et du Québec, la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba regroupe plusieurs organisations à travers le Québec. Nous entretenons des liens avec la société civile québécoise et avec des organisations similaires au Canada (le CNC, Canadian Network on Cuba), aux États-Unis et ailleurs dans le monde.

